

HOOFDSTUK IV. — SLOTBEPALINGEN

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024 met uitzondering van artikel 7, 1° en 2°, dat op 1 januari 2026 in werking treedt.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Klimaat zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER


SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203378]

19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie et l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, l'article 14, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, et l'article 29, modifié en dernier lieu par le décret du 19 mai 2023;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;

Vu le rapport du 31 décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2024;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 février 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.715/4;

Vu la décision de la section de législation du 26 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de PMC donné le 12 mars 2024;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Article 1^{er}. A l'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « et aux associations de copropriétaires » sont supprimés;

2^o le paragraphe est complété par un second alinéa rédigé comme suit : « Les conditions fixées au § 1^{er} ne s'appliquent pas aux associations de copropriétaires. ».

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, le signe de ponctuation ", » est inséré entre les mots « d'une prime » et les mots « le rapport ».

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) le signe de ponctuation ", » est inséré entre les mots « le demandeur » et les mots « propriétaire d'un logement »;

b) le signe de ponctuation ", » est inséré entre les mots « du rapport d'audit » et les mots « respecte la grille »;

2^o au paragraphe 4, c), le signe de ponctuation « ; » est remplacé par le signe de ponctuation ". ».

Art. 4. A l'article 7, § 1^{er}, 1^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, le mot " ou » est abrogé.

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 3, 4^o, le mot « de » est inséré entre les mots « de copropriétaires, » et les mots « la décision »;

2^o au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) dans la phrase liminaire, les mots « au paragraphe 2 » sont remplacés par les mots « au paragraphe 2/1 »;

(2) dans le 2^o, les mots « ou de ses mandants » sont insérés entre les mots « du demandeur » et les mots », qui fait une déclaration »;

b) à l'alinéa 2, les mots « ou ses mandants » sont insérés entre les mots « les demandeurs » et les mots « bénéficiant de traitement ».

Art. 6. A l'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2^o, la lettre « d' » sont insérés entre les mots « échéant, » et les mots « une annexe »;

b) au 9^o, le mot « de » est inséré entre les mots « de copropriétaires, » et les mots « la décision de l'assemblée »;

2^o au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) au 1^o, les mots « ou de ses mandant » sont remplacés par les mots « ou de ses mandants »;

(2) au 2^o, les mots « ou de ses mandants, » sont insérés entre les mots « du demandeur » et les mots », qui fait une déclaration »;

b) à l'alinéa 2, les mots « ou ses mandants » sont insérés entre les mots « les demandeurs » et les mots « bénéficiant de traitement ».

Art. 7. Le Chapitre V intitulé « Protections des données » du même arrêté est abrogé.

Art. 8. Dans l'annexe du même arrêté, au 7^o, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, le signe de ponctuation « , » est inséré entre les mots « l'ambiance extérieure » et les mots « un espace non chauffé ».

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement*

Art. 9. Les articles 44 à 46 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement sont abrogés.

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement*

Art. 10. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5^o est abrogé;

b) au 9^o/2, le signe ". » est remplacé par le signe de ponctuation « ; ».

Art. 11. A l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, le signe de ponctuation ", » est inséré entre les mots « en Communauté germanophone » et les mots « à l'exclusion ».

Art. 12. Dans l'article 7, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « au paragraphe 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'article 6 »;

2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque la teneur biosourcée des produits mis en œuvre dans le cadre de l'investissement et qui permettent d'atteindre le coefficient R déterminé au paragraphe 1^{er}, 1^o, mesurée selon la norme NBN EN 16785-2 : 2018, est supérieure ou égale à septante pour cent pour les isolants en plaques rigides, panneaux souples, rouleaux et en vrac ou à vingt-cinq pour cent pour les éléments porteurs ou de cloisonnement, le montant de base de la prime est de 40 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par un entrepreneur et de 13 euros par mètre carré isolé lorsque l'isolation est réalisée par le demandeur en main d'œuvre personnelle. La preuve en est apportée par un audit externe réalisé selon la norme NBN EN 17065. »;

3^o le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Lorsque les produits qui permettent d'atteindre le coefficient R déterminé au paragraphe 1^{er}, 1^o mis en œuvre dans le cadre de l'investissement figurent sur la liste des matériaux biosourcés mise à disposition sur le site internet de l'administration, la copie de l'audit externe, visé à l'alinéa 2, n'est pas transmise par le demandeur.

Conformément à la NBN EN 16785-2 : 2018, il n'est pas nécessaire de prouver par un audit externe la teneur biosourcée d'un produit totalement issu de la biomasse, non-traité et sans additifs déclarés. ».

Art. 13. A la section II du chapitre 1^{er} du Titre II du même arrêté, les mots « Section II » sont remplacés par les mots « Section 2 » et le mot ". » est abrogé.

Art. 14. Dans le Titre II, chapitre 1^{er}, section 3, du même arrêté, le signe de ponctuation ". » situé entre les mots « ou d'eau chaude sanitaire » et les mots « Art. 7/1. » est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 7/1, § 2, 2^o, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les mots « l'annexe II » sont remplacés par les mots « l'annexe n°2 ».

Art. 16. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots " de toiture » sont abrogés.

Art. 17. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, le signe de ponctuation « ; » est remplacé par le signe de ponctuation ". ».

Art. 18. Dans l'article 18, § 2, 2^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les mots « l'annexe II » sont remplacés par les mots « l'annexe n°2 ».

Art. 19. A l'article 30, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6^o, alinéa 2, les mots « Concernant l'alinéa 1^{er}, 5^o, b) » sont remplacés par les mots « Concernant le 6^o, alinéa 1^{er}, b) »;

b) au 7^o, le signe de ponctuation ", » est inséré entre les mots " à l'article 8 et 26 » et les mots « 1^o, a), b), c) et d) »;

c) au 10^o, alinéa 2, les mots « les c) à e) » sont remplacés par les mots « les b) à e) »;

d) au 14^o, b), les mots « de l'annexe G l'annexe A1 » sont remplacés par les mots « l'annexe G de l'annexe A1 »;

e) au 15^o/1, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Pour les investissements visés à l'article 26, 2^o, b), si des travaux de mise en conformité sont requis, d'une copie du certificat de conformité délivré soit par l'organisme agréé, soit par l'entrepreneur disposant de l'habilitation gaz, label CERGA après réalisation des travaux de mise en conformité.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 3, si l'entrepreneur dispose de l'habilitation gaz, label CERGA, il valide la mise en conformité de l'installation de gaz uniquement lorsqu'il a réalisé lui-même les travaux d'appropriation sur l'ensemble de l'installation. ».

Art. 20. Les articles 35 et 36 du même arrêté sont abrogés.

Art. 21. L'intitulé du « Titre IX - Dispositions finales » du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Titre VIII - Dispositions finales ».

Art. 22. Dans l'annexe n° 1, le 1^o du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, le signe de ponctuation ". » et remplacé par le signe de ponctuation « ; ».

CHAPITRE 4. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie*

Art. 23. Au chapitre VI, section 1^{re}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, les mots " 115/1 " sont remplacés par les mots " 115/10 ".

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2024.

Art. 25. Le Ministre qui a l'énergie et le Ministre qui a le logement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSSTIJL

[2024/203378]

19 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premieregeling voor de uitvoering van een audit en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, het Besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst en het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 14, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022 en artikel 29, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 mei 2023;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premieregeling voor de uitvoering van een audit en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

Gelet op het rapport van 31 december 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2024;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 februari 2024;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.715/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van "PMC", gegeven op 12 maart 2024;

Op de voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premieregeling voor de uitvoering van een audit en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning.

Artikel 1. In artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premieregeling voor de uitvoering van een audit en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "en op de , en op de verenigingen van mede-eigenaars" worden geschrapt;

2^o de paragraaf wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt: "De voorwaarden in § 1 zijn niet van toepassing op de verenigingen van mede-eigenaars".

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, wordt in de Franse versie het leesteken ";" ingevoegd tussen de woorden "d'une prime" en de woorden "le rapport".

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de Franse versie wordt het leesteken ";" ingevoegd tussen de woorden "le demandeur" en de woorden "propriétaire d'un logement";

b) in de Franse versie wordt het leesteken ";" ingevoegd tussen de woorden "du rapport d'audit" en de woorden "respecte la grille";

2^o in paragraaf 4, c), wordt het leesteken ";" vervangen door het leesteken ". .".

Art. 4. In artikel 7, § 1, 1^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het Besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, wordt in de Franse versie, het woord "ou" geschrapt.

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 3, 4^o, wordt, in de Franse versie, het woord "de" ingevoegd tussen de woorden "de copropriétaires," en de woorden "la décision";

2^o in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in de inleidende zin worden de woorden "in § 2" vervangen door de woorden "in § 2/1";

(2) in 2^o worden de woorden "of van zijn opdrachtgevers" ingevoegd tussen de woorden "van de aanvrager" en de woorden ", die een aangifte van de personenbelasting doet";

b) in lid 2 worden de woorden "of zijn opdrachtgevers" ingevoegd tussen de woorden "de aanvragers" en de woorden "die wedden, lonen, uitkeringen of emolumumenten ontvangen".

Art. 6. In artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2^o wordt in de Franse versie de letter "d'" ingevoegd tussen de woorden "échéant," en de woorden "une annexe";

b) in punt 9^o wordt, in de Franse versie, het woord "de" ingevoegd tussen de woorden "de copropriétaires," en de woorden "la décision de l'assemblée";

2^o in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in punt 1^o worden, in de Franse versie de woorden "ou de ses mandant" vervangen door de woorden "ou de ses mandants";

a) in 2^o worden ", van zijn opdrachtgevers" ingevoegd tussen de woorden "van de aanvrager" en de woorden ", die een aangifte van de personenbelasting doet";

b) in lid 2 worden de woorden "of zijn opdrachtgevers" ingevoegd tussen de woorden "de aanvragers" en de woorden "die wedden, lonen, uitkeringen of emolumumenten ontvangen".

Art. 7. Hoofdstuk V met als opschrift "Beschermering van de gegevens" van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. In de bijlage bij hetzelfde besluit, in punt 7^o, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, wordt het leesteken ";" ingevoegd tussen de woorden "T'ambiance extérieure" en de woorden "un espace non chauffé".

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning*

Art. 9. De artikelen 44 en 46 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning worden opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning*

Art. 10. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2022 tot invoering van een steunregeling voor de verwezenlijking van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 5^o wordt opgeheven;

b) in 9^o/2, wordt het leesteken ". ." vervangen door het leesteken ";".

Art. 11. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, wordt in de Franse versie het leesteken ";" ingevoegd tussen de woorden "en Communauté germanophone" en de woorden "à l'exclusion".

Art. 12. In artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het lid 1 worden de woorden "in paragraaf 1" vervangen door de woorden "in artikel 6".

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

“Wanneer het biogebaseerde gehalte van de producten die gebruikt worden in de investering om de R-coëfficiënt te bereiken bepaald in paragraaf 1, 1°, gemeten in overeenstemming met de norm NBN EN 16785-2 : 2018 hoger is dan of gelijk is aan zeventig procent voor isolatie in harde plaat, flexibele plaat, rol en losse vulling of vijfentwintig procent voor dragende of scheidende elementen, bedraagt het basisbedrag van de premie €40 per geïsoleerde vierkante meter wanneer de isolatie wordt uitgevoerd door een aannemer en €13 per geïsoleerde vierkante meter wanneer de isolatie wordt uitgevoerd door de aanvrager met eigen arbeidskrachten. Het bewijs wordt geleverd door een externe audit, uitgevoerd volgens de norm NBN EN 17065. ”;

3° het paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Wanneer de producten die bij de investering worden gebruikt om de in lid 1, 1° bepaalde R-coëfficiënt te bereiken, voorkomen op de lijst van materialen van biologische oorsprong die beschikbaar is op de website van de administratie, wordt de kopie van de externe audit bedoeld in lid 2 niet door de aanvrager toegezonden.

In overeenstemming met NBN EN 16785-2 : 2018 is het niet nodig om de biogebaseerde inhoud van een product dat volledig gemaakt is van biomassa, onbehandeld en zonder gedeclareerde additieven, aan te tonen door middel van een externe audit. ”.

Art. 13. In afdeling II van hoofdstuk 1 van titel II van hetzelfde besluit worden de woorden “Afdeling II” vervangen door de woorden “Afdeling 2” en het woord “.” opgeheven.

Art. 14. In Titel II, hoofdstuk 1^{er}, afdeling 3, van hetzelfde besluit wordt het leesteken “.” tussen de woorden “of warmwatertoestellen” en de woorden “Art. 7/1.” opgeheven.

Art. 15. In artikel 7/1, § 2, 2°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de woorden “bijlage II” vervangen door de woorden “bijlage nr. 2”.

Art. 16. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de woorden “dakbedekkings” en “dak” opgeheven.

Art. 17. In artikel 10 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, wordt het leesteken “;” vervangen door het leesteken “.”.

Art. 18. In artikel 18, § 2, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de woorden “bijlage II” vervangen door de woorden “bijlage nr. 2”.

Art. 19. In artikel 30, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 6°, tweede lid, worden de woorden “Met betrekking tot het eerste lid, 5°, b) vervangen door de woorden “met betrekking tot punt 6°, eerste lid, b)”;

b) in 7° wordt in de Franse versie het leesteken “,” ingevoegd tussen de woorden “à l'article 8 et 26” en de woorden “1°, a), b), c) et d)”;

c) in het tweede lid van punt 10° worden de woorden “c) tot en met e)” vervangen door de woorden “b) tot en met e)”;

d) in 14°, b), worden de woorden “met bijlage G bijlage A1” vervangen door de woorden “met bijlage G van bijlage A1”;

e) in 15°/1 worden het derde en vierde lid vervangen door wat volgt:

“Voor de investeringen bedoeld in artikel 26, 2°, b), indien conformiteitswerken vereist zijn, een kopie van het conformiteitscertificaat dat hetzij door de erkende instelling, hetzij door de gasaannemer met CERGA-label werd afgeleverd nadat de conformiteitswerken werden uitgevoerd.

In het geval bedoeld in lid 3, als de aannemer een CERGA-gaserkenning heeft, zal hij de conformiteit van de gasinstallatie enkel valideren als hij zelf de toe-eigeningswerken aan de volledige installatie heeft uitgevoerd. ”.

Art. 20. De artikelen 35 en 36 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 21. Het opschrift van “Titel IX - Slotbepalingen” van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt: “TITEL VIII - Slotbepalingen”.

Art. 22. In bijlage nr. 1, punt 1° van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023, wordt het leesteken “.” vervangen door het leesteken “;”.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst

Art. 23. In hoofdstuk VI, afdeling 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst worden de woorden “115/1” vervangen door de woorden “115/10”.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2024.

Art. 25. De Minister van energie en de Minister van huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2024.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON